

De même que nous ne croyons pas à la possibilité du socialisme dans un seul pays, de même nous sommes très sceptiques quant à la possibilité de construire le parti révolutionnaire dans un seul pays. Les perspectives et l'avenir de la Ligue dépendent en grande partie du développement de l'Internationale. Il faudra en conséquence savoir consentir les sacrifices financiers et militants qui en découlent.

Déjà l'efficacité, et la rapidité du soutien politique et financier à la section bolivienne, en particulier grâce aux efforts de la section française, renforcent le crédit de l'Internationale auprès de certains groupes révolutionnaires en Amérique Latine et ailleurs, convaincus par l'efficacité pratique plus vite que les idées justes. Certes cette aide demeure à la mesure des moyens limités de l'Internationale. Mais elle permet de montrer aux organisations révolutionnaires que l'aide peut venir d'ailleurs que d'Etats révolutionnaires dont l'appui est souvent assorti de conditions diplomatiques.

En étant cynique, on pourrait presque dire, qu'indépendamment des devoirs internationalistes, ou plutôt en conséquence de ces devoirs, la section française a fait avec le soutien à la Bolivie un bon placement à moyen terme...

B. - OU VA LA FRANCE ?

Dans cette partie, nous ne reviendrons pas sur la situation internationale précédemment esquissée. Nous rappelons seulement qu'on ne peut lire l'avenir de la bourgeoisie française indépendamment de la variation de l'ensemble de ces facteurs internationaux qui agissent directement sur elle. D'autre part, nous ne reprendrons pas un certain nombre de points qui sont déjà largement développés dans le texte du B.P. sur le travail ouvrier approuvé par le C.C. ci-joint.

1. UN POUVOIR SURSITAIRE

Nous avons expliqué que le départ de de Gaulle ne constituait pas le simple limogeage d'un Bonaparte encombrant, mais bien la liquidation d'une politique devenue impossible. Renoncement au prestige, à l'Europe sous hégémonie gaulliste, admission de la Grande Bretagne dans le marché commun, détente dans les rapports avec les Etats-Unis moyennant un soutien financier non négligeable, c'en est bien fini des incartades du Bonaparte.

C'en est fini aussi du Bonapartisme gaulliste, de son autonomie par rapport à la bourgeoisie, et de la fermeté qu'elle lui permettait. L'affaire des vedettes remet au goût du jour les tripotages de couloirs, les maquignonages de la Quatrième République, et ajoute au discrédit de l'Etat.

La nouvelle équipe dirigeante ne semble avoir ni avenir ni politique. Elle vit d'expédients et de poudre aux yeux. Marcellin à la panoplie policière un peu ostentatoire, Chaban le verbe facile du camelot vantant la société nouvelle et le triomphe bruyant (l'accord sur l'E.G.F. lui suffit pour promettre 21 mois de calme social au patronat), Giscard pose au cerveau de la bande, et Pompidou patronne la bande avec une bonhomie menaçante de gangster parvenu. Tout ce beau monde vit au jour le jour.

Il serait difficile de faire autrement. Une politique résolue de concentration et de rationalisation économique se heurterait à la résistance de la classe moyenne la plus nombreuse et la plus coriace d'Europe, fruit de la révolution jacobine et de la petite paysannerie parcellaire. La majorité de la bourgeoisie se sent condamnée dans la grande compétition internationale sous la protection de solides barrières douanières. Seuls quelques grands peuvent espérer tirer leur épingle du jeu dans le concert international des capitaux.

Dans un tel contexte, le régime n'apparaît que comme un fondé de pouvoir en sursis. La bourgeoisie ne le sacrifiera pas à la légère pour ne pas aggraver l'instabilité. Mais elle est suffisamment prudente pour lui préparer un successeur au cas où il serait nécessaire de sacrifier un bouc émissaire à la vindicte populaire. En plusieurs occasions, notamment en dénonçant la dénaturation de sa réforme par l'actuel gouvernement, lors de la grève des étudiants en Médecine, Edgar Faure a montré qu'il jouait placé. Pompidou lui avait appris en janvier 69 à Rome que la bourgeoisie a horreur du vide et qu'elle aime avoir un dauphin, il a retenu la leçon et il faut croire que ses initiatives ne sont pas seulement personnelles mais fruit d'opérations libérales ménageant à la bourgeoisie un repli éventuel.

2. LE P.C.F. CANDIDAT MALGRE LUI

Après la débâcle de la social-démocratie aux élections présidentielles et en attendant la restructuration hypothétique de la gauche, au besoin avec son aide, le P.C.F. fait figure de seul pôle d'opposition face à un pouvoir fragile, c'est-à-dire pratiquement de candidat au pouvoir. Les petites phrases de Séguy et les menaces gouvernementales constituent le duo principal auprès duquel, les autres formations donnent les voix de fond et font figure de comparses.

Dépourvu provisoirement d'interlocuteur parlementaire, le P.C.F. renvoie au niveau syndical le problème de l'unité sous forme de Front Syndical Commun. En même temps il réamorçe le dialogue avec les socialistes, mais avec la morgue et la condescendance de celui qui n'a pas perdu sa mise dans un coup malheureux.

Mais surtout, en plusieurs éditoriaux de « l'Huma » et articles du « Peuple », le Parti n'hésite pas, dans la lignée des petites phrases de Séguy à poser sa candidature au pouvoir. L'interprétation et vraisemblablement aussi le sens de cette candidature est complexe. Une part de nécessité : le pouvoir est fragile, il faut répondre aux inquiétudes en incarnant une solution possible. Une part de bluff : ayant perdu de vue le mirage de l'unité de gauche, les militants ont besoin de perspectives, il faut donc faire comme si elles existaient. Une part de diversion : plutôt que de développer la logique actuelle des luttes ouvrières dans un sens politique, les court-circuiter tout en brandissant le hochet du pouvoir par voies parlementaires qu'on répugnait tant à sortir même le 13 mai 68.

Enfin, cette façon de postuler au pouvoir est cohérente vis-à-vis de la ligne de démocratie avancée. Face à l'Etat Fort, alors qu'il est difficile de maintenir la confiance des travailleurs envers la bureaucratie par des victoires économiques